

ACCORD SALARIAL :

FORCE OUVRIERE REFUSE

LA POLITIQUE DU « POURBOIRE »

Bureau Central, le 16 mars 2017 - N° 08/17

Nos dirigeants ont décidé de continuer de faire comme si rien ne s'était passé après les révélations concernant l'évolution de leurs rémunérations. La Direction acte un principe qui nuit à la cohésion de notre compagnie : le fruit des efforts et les bons résultats ne se partagent pas. Ou plutôt, quand ils se partagent, cela ne concerne qu'une petite poignée de salariés et dépend de « la tête du client ». La production d'inégalités au sein de notre entreprise s'accélère dangereusement et devient systémique.

L'accord salarial proposé par la Direction va dans le sens d'une individualisation encore plus prononcée, de catégories que l'on oppose les unes aux autres, de périmètres que l'on oppose les uns aux autres. Pourtant, nos dirigeants disposaient d'outils pour remédier à tout cela. Leur souhait de ne pas déclencher d'augmentations générales, de maintenir la même politique tarifaire GP, de laisser la PUA en l'état, démontre, s'il en était besoin, que nos dirigeants refusent le juste partage des richesses. Ils refusent d'agir dans le sens de la construction d'une cohésion pourtant indispensable.

Force Ouvrière portait ces fortes revendications (augmentations générales, GP, PUA, ...). Elles ont été rejetées.

La mobilisation des salariés le 7 mars a évidemment produit des effets selon nous. Les 0,8 % d'augmentation garantie et l'accroissement de l'enveloppe à 2,1 % (au lieu des 1,4 % depuis 5 ans) pour le personnel au sol sont à mettre au crédit des salariés qui ont transformé leur indignation, leur colère en action. Mais ces « mesurette » sont très éloignées de ce qui pourrait être juste et bon pour notre compagnie et ses salariés.

Après avoir consulté les salariés par le biais de ses sections, le Syndicat Général Force Ouvrière refuse d'apposer sa signature sur l'accord salarial de 2017. Le « pourboire » en guise d'augmentation et la division comme projet managérial se feront sans l'accompagnement de FORCE OUVRIERE.

Christophe Malloggi
Secrétaire Général